

+

+

LES MASSACRES D'OCTOBRE 1988

*Collectif Suisse de Solidarité avec le Peuple Algérien
Textes choisis*

Chronicle of a Massacre	1142
Face à face mortel dans les rues d'Alger	1145
Nouveau massacre à Alger	1149
Des villes dans la peur	1152
La torture systématique lors des émeutes d'octobre	1154

+

+

+

+

1142

Historical Perspective

Chronicle of a Massacre

Source: Collectif Suisse de Solidarité avec le Peuple Algérien, *Contre les violences de l'état: les droits de l'homme*, Lausanne, novembre-décembre 1988.

A general discontent brews throughout Algeria. Social agitation has been at a peak for weeks. Austerity measures are the sole response of the regime at first. Shortages affect even basic necessities. Throughout Algeria, lorries carrying semolina are attacked and their cargo is distributed to the population. Rumours speak of strike notices. Several professions set up their own trade unions and independently from the unique and inescapable Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA).

27 September 1988

Air Algérie pilots go on strike for their salaries. The army tries unsuccessfully to force the pilots to board the planes. The pilots win their case ; their salaries are increased. The journalists mobilise against censorship and redundancies. They create an autonomous trade union.

28 September

The army surrounds Algiers. The road leading to Rouiba, an industrial town, is blocked. 8,000 workers of the lorry manufacturer *SNVI* (former *Berliet* firm) are on strike. They are supported by their colleagues in the branch at El Harrach.

29 September

13,000 soldiers and gendarmes take position around the factories. This does not deter the workers from preparing for an indefinite strike.

1 October

The strike continues and is stepped up in Rouiba. In Algiers, the national mail and telephone company initiate a strike. College students in El Harrach go on strike. They demonstrate and are joined by the unemployed youths of the suburbs toward the end of the day.

+

+

+

+

Les Massacres d'Octobre 1988

1143

2 October

The army charges the El Harrach youths who resist for more than three hours. Rumours from Rouiba speak of a general strike to be launched on 4 and 5 October.

3 October

The atmosphere becomes tense. The postmen, the workers of the *SNVT* at El Harrach continue their strike. In colleges and public offices, there are debates about stopping work the next day. Markets are besieged; semolina and flour run out. In Bab-el-Oued, Belcourt, groups of youths demonstrate.

4 October

Demonstrations continue.

5 October

In Didouche Mourad Avenue, waves of hundreds of youths demonstrate, block the traffic and attack the shop windows throughout the morning. They attack the offices of the Polisaria in Riad el Fath, the temple of consumption of the wealthy youth of Algiers. Nothing escapes their wrath. Buildings of foreign airlines, the government and public companies such as *ANEP* (publishing) are burnt. At 3:00 p.m. the first clashes with police anti-riot units take place. Tens of demonstrators and passers-by are arrested.

6 October

The demonstrations turn into riots. In Algiers, the state of siege and curfew are decreed. In El Biar the first demonstrators fall under the bullets of the military. First toll: two dead.

7 October

Thousands of young 'Islamists' demonstrate in Algiers. The authorities close the schools. Photographers are systematically hunted by *the Sécurité Militaire* (political police). The special envoy of *Libération* is beaten up.

8 October

In Kouba, a suburb of Algiers, the army opens fire near a mosque, killing more than 60 people.

In France minor fires and attacks take place. In Marseilles, the local office of the *Amicale des algériens en Europe* is burnt. A new fire destroys the regional

+

+

+

+

1144

Historical Perspective

office of the *Amicale*. In Paris, the Algerian consulate in Vitry, in the Val-de-Marne are burnt. A Molotov cocktail is thrown at the Paris office of the *Amicale*.

10 October

The riots spread to several cities in Algeria. In Oran, Mostaghanem, Tiaret, Annaba, the army fires into the crowds with heavy machine guns. In Kabylia a 48-hour general strike is decreed in solidarity. In Bab –el-Oued, in Algiers, the army fires on a 20,000 strong demonstration. The demonstrators had come to claim the remains of the dead killed in the preceding days. More than 30 women and adolescents lay on the streets. Total death toll: more than 200 deaths.

End of the shortages: the EEC, Saudi Arabia and Morocco provide the commercial centres of the country with fresh supplies. The head of state, Chadli Bendjedid, promises, in a televised speech, to present a programme of political reforms shortly.

11 October

The state of siege is lifted. The official death toll reports 176 victims. *Agence France Presse* speaks of 500 dead. Well-informed sources say the casualty figure is more than 1,000 and count 10,000 arrests. Hundreds of demonstrators appear before courts, which pronounce sentences of up to 8 years. Several journalists sent to Algiers denounce systematic torture.

12 October

Chadli Bendjedid announces a change in the Constitution to be subject to a referendum ‘FLN fashion’ on 3 November. Two people were injured by gunfire during a demonstration in Tizi-Ouzou. Arrests multiply throughout the country.

15 October

The dead are not returned to their families. They are buried hurriedly in mass graves.

+

+

+

+

Face à face mortel dans les rues d'Alger

Source: Gilles Millet, *Libération* du 10 octobre 1988.

'Ils sont passés en camion, ils ont tiré, et ils ont blessé quatre innocents. Nous, on ne faisait rien de mal. On était devant la mosquée pour honorer la mémoire d'un jeune du quartier qui a été tué hier. Même les Juifs n'auraient pas fait cela... En Palestine, ils ne tirent pas sur les mosquées.' Samedi 13h30. Kouba, un quartier situé dans la banlieue, au sud d'Alger. Un sang poisseux dégouline sur les marches de la mosquée. On vient de conduire trois jeunes à l'hôpital. Autour, ils sont une vingtaine à courir, à crier. Ils accusent les militaires qui, apercevant un rassemblement, ont immédiatement tiré à la mitrailleuse sur la foule. Il y a des barbus, visiblement intégristes, qui dénoncent l'attitude des forces de l'ordre, et aussi beaucoup de jeunes aux allures de teenagers. Jeans, baskets, pantalons de survêtement, branchés aux cheveux gominés. Certains tournent en agitant des matraques de fortune, d'autres regardent au coin de la rue si les militaires tout proche n'arrivent pas. Un peu plus loin, ils ont confectionné un barrage avec des pierres, des poutres et quelques pneus qui brûlent doucement.

A quelques centaines de mètres, l'armée a bouclé le quartier. Très tendus, de jeunes militaires juchés sur leurs automitrailleuses, pointent leurs armes sur la foule. Autour on les regarde narquois, on les attend par petits groupes en discutant.

Tout à coup, c'est la panique. Deux voitures conduites par des civils se sont approchées de la mosquée. La bâche de la camionnette 404 Peugeot a été relevée, on a tiré. En l'air. En direction des jeunes qui se sont couchés. Les voitures ont pris la fuite. La plupart, ce sont des mômes. Les plus courageux sont restés devant la mosquée, se rapprochent, se reculent. Regardant au coin de la rue. Se méfiant de tout nouvel arrivant.

Depuis quelques jours, 'des civils' se sont mis de la partie. Fonctionnaires ou membres du parti, ils viennent prêter main-forte aux militaires qui tentent de rétablir l'ordre à Alger. Ils surgissent au milieu des manifestants, dont ils semblent faire partie, sortent une arme et tirent. Maintenant dès le moindre rassemblement on se méfie de tout le monde. Il y a ceux que l'on connaît, les gens du quartier, et puis les autres... Les autres devant lesquels on hésite à parler. Les autres que l'on signale immédiatement. Les autres d'où peut venir le danger.

Samedi après-midi tout le quartier de Kouba est en effervescence. C'est un large champ de bataille survolé par les hélicoptères de l'armée où fument les barrages entre deux immeubles façon HLM, où les familles tentent de retenir les enfants. Les militaires patrouillent, s'arrêtent. En attendant de

+

+

+

+

1146

Historical Perspective

foncer sur un nouveau barrage installé par quelques jeunes. Guérilla angoissante dans un paysage désolé de boue, de terrains vagues, de chantiers. Partout des groupes d'enfants se rassemblent puis disparaissent à la moindre rumeur d'arrivée des militaires.

Les ambulances ramassent les morts ou les blessés, les conduisent à l'hôpital du quartier. Aux urgences, les docteurs paniquent : 'Aujourd'hui il y a eu dix morts et trente-cinq blessés.' Les chiffres sont contredits. Exagérés. Réduits. Des médecins refusent de parler. D'autres se laissent aller à quelques confidences : 'Depuis le début des événements, il y a trois jours, on a eu plus de soixante morts et plusieurs centaines de blessés. Le premier avait 12 ans, il avait pris une balle dans la tête. Il y a aussi des enfants, de 10 ans, de 15 ans et des plus vieux de 20 ans ou plus...' Les médecins se méfient des questions. Ferment les portes. Parlent doucement. On s'étonne de la présence de l'intrus français. Il faut prévenir l'administration. Le responsable de l'hôpital. En attendant, certains font des confidences : 'On a pas le droit de donner le nombre de morts et de blessés. C'est la même chose pour les familles lorsqu'elles viennent se renseigner. On a pas le droit non plus de leur remettre le corps des morts. On a reçu un ordre par télex il y a quelques jours...' Le patron de l'hôpital arrive. Tout tremblant dans sa blouse blanche : 'Non il ne se passe rien ici, il ne se passe rien à Kouba. On a rien à vous dire... Allez vous renseigner au ministère de la Santé. Eux ils vous donneront des chiffres, des statistiques...'

De retour vers la ville. Au guet de Constantine, une autre banlieue, on aperçoit une dizaine de chars. C'est le campement militaire. Là d'où partent les patrouilles qui tentent de rétablir l'ordre. Parfois les routes sont coupées par des barrages. Les passants nous font signe de partir : 'Attention, ils tirent sur tout ce qui bouge, ils peuvent vous tuer...' D'autres s'efforcent de déblayer la chaussée afin d'éviter une intervention trop brutale des militaires. Plus loin, des balcons, des mères scrutent les environs, à la recherche de l'enfant qu'elles n'ont pas pu retenir à la maison.

A Alger, c'est la sortie des bureaux. Des hommes et des femmes regagnent précipitamment leurs domiciles avant la tombée de la nuit. Partout, des gens tentent d'arrêter des taxis. Ils sont rares ou travaillent au noir après avoir caché leur enseigne lumineuse. Rue Didouche Mourad, dans le centre ville, beaucoup de boutiques portent les marques des feux des journées précédentes. Vitrites cassées, étalages brûlés, enseignes brisées...

On essaie de faire disparaître les traces de destruction. Cependant restent des cabines téléphoniques défoncées, des panneaux publicitaires désarticulés, du verre, du fer et toutes sortes de débris amassés dans les caniveaux. Tous les cent mètres, des centaines de gens font la queue devant les boulangeries. Ils attendent parfois une heure ou plus, pour ramener à la maison quelques morceaux de pain. Même chose devant certaines épiceries où les femmes

+

+

+

+

Les Massacres d'Octobre 1988

1147

d'un côté, et les hommes de l'autre, patientent pour acheter un paquet de lentilles. On manque de tout comme avant, mais plus qu'avant. A Bab-el-Oued, au nord de la ville, le climat se tend. Le quartier est bouclé par les militaires. Devant l'immeuble de la sécurité, les gendarmes montent la garde. Ils ont sorti leur pistolet qu'ils tiennent comme des James Bond, à hauteur de leur visage. Ils scrutent en permanence les groupes de jeunes qui leur font face et qui les narguent de loin. Tout paraît en place pour une soudaine explosion. Les passants accélèrent le pas. Les taxis refusent de s'arrêter. 'Ça, c'est le vrai Alger', ironise un môme. 'Comme pendant la guerre contre les Français. C'est la nouvelle bataille d'Alger.' Il y a quelques jours le commissariat du quartier a été saccagé, brûlé. Les jeunes ont volé les dossiers et les ont distribués dans les cafés à tous ceux qui étaient fichés.

Partout, on hésite à parler à l'inconnu qui s'adresse à vous : 'Le soir c'est calme... Mais après, on ne sait pas. Vous savez, ici le régime c'est la mafia. En ce moment, elle a peur...' Les adultes sont plus prolixes : 'On ne sait pas ce qu'ils veulent, ils cassent tout et n'expliquent même pas pourquoi. On espère que cela va s'arrêter, parce que tout le monde va finir par en prendre plein la figure.' Après les premières condamnations, suivent les explications sur le pourquoi de la crise : 'La vie devient impossible, les prix n'arrêtent pas de monter, les gens ne trouvent pas de travail, le dinar ne vaut plus rien (1 dinar qui équivaut 1 franc français, en vaut 5 au marché noir). D'ailleurs la monnaie algérienne ce n'est le dinar mais le piston. Avec une brouette de dinars on n'a rien, avec le piston on a tout...' Viennent les exemples : la semoule qui vaut de plus en plus chère, les pièces d'automobile que l'on paie des fortunes, les cahiers d'écoliers aux prix impossibles. Et pendant ce temps-là, 'les autres', ils se sucent, ils ont de belles voitures, de belles villas, qui voyagent, qui ont le pouvoir et l'argent. 'Les jeunes ne se sont pas trompés', entend-on. 'Ils ont détruit les grosses compagnies, les marchés d'Etat et tout ce qui représentait l'Etat, comme les voitures officielles à plaques rouges que l'on arrêtaient et que l'on brûlait en laissant passer les autres...'

La crise semble avoir pris de l'ampleur au début de l'été. Après s'être exprimées sous le manteau, les revendications ont pris de l'ampleur à la rentrée. L'UGTA, le syndicat officiel qui ne manquait jamais une occasion de donner son appui au pouvoir, s'est même mis de la partie en soutenant publiquement 'les revendications des travailleurs' et 'la lutte contre la vie chère'. L'un des organes du FLN, le journal Révolution africaine a, quant à lui, exprimé ses critiques à l'égard du gouvernement. Les ouvriers se sont mis en grève aux quatre coins de l'Algérie et ont trouvé un soutien dans la personne même du président Chadli qui a invité, il y a quelques semaines, ses concitoyens à faire respecter leurs droits.

Le mouvement de revendications a été renforcé partout, on déclarait : 'On se met en grève puisque le Président nous l'a dit.' Le mot d'ordre, venu l'on ne sait d'où, appelait même à une grève générale pour le 15 octobre.

+

+

+

+

1148

Historical Perspective

Mercredi dernier, les premiers incidents éclataient à Bab-el-Oued avant de se propager le lendemain dans la plupart des quartiers d'Alger, puis en province à Oran, Mostaganem, Tiaret, Annaba.

Dans un premier temps les forces de l'ordre n'ont pas réagi, puis très vite, on a fermé les lycées, instauré le couvre-feu et commencé à donner l'ordre de tirer sur tous ceux qui avaient la mauvaise idée de se rassembler. La presse officielle de son côté, tente de minimiser les incidents, en affirmant qu'ils sont le fait de délinquants et accuse on ne sait quel ennemi externe ou interne, qui tenterait par ses agissements souterrains de manipuler les jeunes et de déstabiliser le pays. Langue de bois qui ne trompe personne, à commencer par ceux-là même qui voient d'un mauvais œil les manifestations et que l'avenir inquiète de plus en plus : 'Le président Chadli est toujours au pouvoir, c'est l'armée qui maintenant s'occupe de tout. Ce n'est pas un coup d'Etat, mais c'est tout comme...' Tout le monde est également convaincu de l'incapacité du pouvoir à résoudre la crise : 'Ils paniquent et ne savent pas quoi faire...' Même chose pour les jeunes appelés venus de province qui sont chargés du maintien de l'ordre. Ils stationnent près de leurs chars et deviennent de plus en plus nerveux avec la tombée de la nuit. Parfois ils tirent sans raison, tuant ou blessant un même qui pourrait être leur frère. Samedi soir dans le centre ville, un jeune militaire en permission a été tué alors qu'il sortait de la mosquée. Ce genre d'anecdote tragique se répète aux quatre coins de la ville et il est certain que plus de 200 personnes ont déjà été tuées depuis le début des événements. Chaque mort entraîne des protestations, des manifestations et une partie des militants intégristes se sont maintenant joints au mouvement en exploitant à plaisir chaque 'martyr'.

Samedi des manifestants ont attendu la nuit pour commencer à harceler les forces de l'ordre. Les incidents ont débuté vers 10 heures, peu après le couvre-feu, dans les quartiers bordant la rue Didouche Mourad. Les jeunes lançaient des pierres sur les policiers ou les militaires, faisaient brûler de petits barrages et s'enfuyaient par les ruelles. Paniqués, les soldats tentaient de les poursuivre et tiraient dès qu'ils apercevaient un groupe, une silhouette. Au-dessus, des familles entières contemplaient les incidents de leurs balcons, au risque d'être touchées par une balle perdue ce qui est déjà arrivé à plusieurs reprises. Partout, ce sont les mêmes cris : 'Chadli assassin', 'Etat assassin', 'On n'a pas besoin de poivre noir', (slogan qui exprime la volonté des jeunes d'avoir le minimum pour vivre et non pas le luxe). Partout les mêmes explications : 'On en a marre, on veut que ça change, ce régime est pourri...' Mais des voisins plus calmes s'interrogeaient, tout en reconnaissant le bien-fondé des revendications, et des jeunes leur demandaient : 'D'accord on veut bien faire quelque chose, mais dites-nous quoi...' A la télévision le ministre de l'Intérieur, Elhadi Lekhdiri, intervenait tout pâle : 'Il faut se calmer. On ne comprend pas ce que veulent les jeunes, moi je ne comprends pas et vous, vous comprenez ?'

+

+

+

+

Dimanche, Alger se réveillait avec de nouvelles blessures. De nouveaux morts.

Dans le centre, à la morgue de l'hôpital Mustapha, une petite foule assistait au transfert de certains corps vers des hôpitaux plus discrets. Le silence d'abord, puis des cris à la sortie d'un corps : 'Allah akbar' (Dieu est grand). Les infirmiers paniquent. Croient à une manifestation. Une dispute éclate : 'Foutez-nous la paix, on n'est pas des intégristes. On vient juste saluer notre frère. Il est algérien. Il est musulman. C'est tout.'

Plus loin, à gauche et à droite vers d'éventuels policiers en civil, un ami du mort explique : 'Je suis fier d'être algérien. Fier de notre Révolution. Fier de notre politique extérieure. Et il faut dire, à l'intérieur du pays cela ne va pas. C'est une dictature. Pas une vraie dictature comme au Chili, mais une dictature hypocrite dirigée par des incapables. On en a ras le bol de ce régime qui n'est même pas foutu de faire vivre le pays, marre de ces profiteurs qui nous laissent crever de faim et d'ennuis...' Va-t-il continuer à manifester ? N'a-t-il pas peur des balles militaires ou de la mort ? 'Inch allah si on doit mourir on mourra. Tous ensemble comme des frères. On n'a rien à perdre...'

Nouveau massacre à Alger

Source: Philippe Mudry, *L'Evenement*, 11 octobre 1988.

Alger a replongé hier dans le drame. Alors que la situation paraissait se normaliser, de l'avis même des observateurs étrangers, l'armée a tiré sur une manifestation, faisant des dizaines de morts et de blessés. Il était encore impossible hier, en fin d'après-midi, de se faire une idée exacte du bilan, mais il est déjà certain qu'à quelques heures du discours à la nation que devait prononcer hier soir à 20 heures le président Chadli, l'armée a creusé un fossé irrémédiable entre le pouvoir et la population

13 h 30 place Belcourt. Des milliers de personnes ont répondu au mot d'ordre de prière commune, à la mémoire des personnes tuées lors des émeutes de ces derniers jours. La foule est particulièrement outrée par le fait que les autorités refusent de rendre les corps aux familles. La foule, qui grossit sans cesse, entonne des chants patriotiques et hisse une djellaba maculée de sang. Peut d'enfants, cette fois: la rue appartient au monde adulte.

Le cortège, qui compte désormais une vingtaines de milliers de personnes, se met en branle vers Bab el-Oued, où habitent un grand nombre des manifestants. Carrefour Belouizdad, premier accrochage: une rafale de sommation éclate. La foule est prise d'un mouvement de panique vite contrôlé. Elle reprend sa marche, silencieuse et seulement scandée de battement de mains, en direction de l'assemblée nationale.

+

+

+

+

1150

Historical Perspective

De là, les manifestants, qui recueillaient des signes de soutien très nets de la population massée sur les balcons, se sont avancés vers la place des Martyrs. Là, comme depuis l'instauration de l'état de siège, un dispositif militaire impressionnant les attend. Plusieurs blindés sont présents, entourés d'environ deux cents fantassins, parmi lesquels des bérets verts, appelés de Bechar. Bab el-Oued est à quelques dizaines de mètres, de l'autre côté du carrefour, de l'autre côté du blockhaus de la direction générale de la sécurité nationale (DGSN), sinistre masse de béton gris posée à flanc de mer, cernée par une nuée des soldats. Ironie du sort: la place voisine du lieu du drame se nomme Abd-el-Kader, du nom du fameux combattant, premier héros de la lutte pour l'indépendance algérienne.

Au passage des hélicoptères

La foule est bloquée à l'entrée de Bab el-Oued, au pied de la Casbah d'où est descendu une nuée de curieux.

La tension monte rapidement. De la foule silencieuse s'élèvent des 'Allah Akbar' de plus en plus puissants. Les balcons sont une nouvelles fois noirs de monde. La mer est devant, splendide.

Soudain un coup de feu, puis une rafale. La panique est totale, la plupart des gens se jettent à terre, des femmes pleurent. L'une d'elles ne parvient pas à savoir où se trouve son enfant. D'autres, plus lestes, se sont mis à couvert et courent à toute jambes vers la place des Martyrs toutes proche, où l'armée n'a pas tiré. Des dizaines de corps sont étendus. Sont-ils morts, mourants, seulement blessés? Ils seront emportés avec une célérité extraordinaire.

Vingt minutes après, il y paraît à peine. A 15 h 30, tout est fini. Mais les rues, les places, les balcons sont encore noirs de monde. Il semble que toute la ville se soit donné rendez-vous ici, à quelques mètres à peine des soldats qui sont toujours là, le doigt dur la détente. Soudain, une rafale puis une deuxième, de l'autre côté d'un pâté de maisons, vers le front de mer. Tout le monde s'égaille. Des cris: 'Ce n'est rien, ce n'est rien, ce n'est pas pour nous.' Et chacun revient se tenir au milieu de la rue. Incroyable spectacle d'une ville qui préférerait mourir sur place plutôt que de manquer un événement. Les hélicoptères, qui ne quittent pas le quartier, n'effrayent personne. On les surveille du coin de l'œil, sans plus.

'Qu'ils nous tuent ici!'

De l'autre côté du barrage dans Bab el-Oued, la circulation n'a pas été interrompue. Les voitures, les passants entrent et sortent sans filtrage, comme c'était encore le cas il y a deux jours. Dans ce quartier insurgé depuis le premier jour, le mardi soir, une foule énorme se presse dans les rues. Chacun a vu, bien sûr, et entendu. Ils sont tous là eux aussi: hommes, femmes, en-

+

+

+

+

Les Massacres d'Octobre 1988

1151

fants, vieillards, qui se pressent sur les trottoirs, à quelques mètres des soldats qui quelques minutes plus tôt ont ouvert le feu. La même scène pourrait évidemment se reproduire. Nul ne paraît s'en soucier.

Cette fois, la prudence n'est plus de rigueur. Les visages, d'ordinaire fermés à l'approche des journalistes, s'ouvrent.

Vous avez vu, on ne faisait rien de mal. Il n'y avait rien. Et puis ils ont tiré de sang-froid. Rentrer chez nous? Pourquoi faire? De toutes façon, s'il doivent tous nous tuer, qu'ils nous tuent ici.

Un groupe de jeunes, apparemment inconscients, se sont postés juste au coin de la place Abd-el-Kader.

Ne dites pas que les événements d'Alger sont le fait des enfants. Ce n'est pas vrai. Vous avez vu, la manifestation était une manifestation d'adultes.

Une manifestation d'intégristes? Mais non, bien sûr qu'elle a démarré à l'occasion d'une prière. Mais cela ne signifiait pas pour autant qu'elle soit l'œuvre des intégristes. Les gens étaient là pour prier leur morts. C'est tout, et aussi pour réclamer un peu de dignité, de défense, des conditions de vie humaines. Nous ne sommes pas des chiens. Nous voulons vivre libres.

Des changements radicaux

Tous parlent en même temps. Les badauds s'approchent en nombre. 'Partez, la police est partout. Nous avons peur'. Un peu plus loin, Place des Martyrs. Un étudiant, Mohammed, commente: 'Même en Pologne, pendant l'état de siège, ils n'ont pas tiré comme ça. Ce qui vient de se passer est un point de non-retour.'

Un autre: 'Beaucoup réclament maintenant une république islamique. C'est simplement parce qu'ils veulent que les principes les plus simples, les plus humains, consignés noir sur blanc dans le Coran soient enfin respectés. Ne croyez pas que les islamistes contrôlent la révolte. Ils courent derrière. Ils ne l'ont pas plus vu venir que les autres.' 'La religion', ajoute Mohammed, 'les gens n'ont plus que ça.'

La coupure entre l'armée, et le pouvoir d'une façon générale, s'est à ce point approfondie que des craquements de plus en plus évidents se sont manifestés. C'est sans nul doute la première fois dans l'histoire de l'Algérie moderne que des hauts responsables algériens ont rencontré hier soir des journalistes pour leur confier leur désarroi.

L'un deux, qui parlait sous condition d'anonymat total, a indiqué à un journaliste que la fusillade de Bab el-Oued changeait totalement les données du problème. Pour lui, il faut que des changements radicaux soient annoncés très vite en Algérie sur le plan politique et institutionnel.

+

+

+

+

1152

Historical Perspective

Autre nouveauté, absolument impensable il y a encore quelques mois: un groupe, de journalistes, affirmant parler au nom des journalistes d'Alger, ont rédigé une motion condamnant le recours à la violence, affirmant qu'il leur était 'interdit d'informer objectivement des faits et des violences qu'ont connus le pays', appelant à la libération de tout les prisonniers, à la levée 'immédiate' de l'état de siège, et exigeant 'l'établissement des libertés démocratiques dans leur totalité'.

Tout Alger attendait, hier en début de soirée, le discours à la nation que le président Chadli devait prononcer à 20 heures. Que dire après une telle tragédie qui a dû le prendre complètement de court? L'opinion commune était qu'il ne pourrait en aucun cas annoncer des initiatives à la mesure des attentes de la population. Hier, vers 18 heures, on apprenait que le président avait conversé avec trois importants imams, dont celui de Belcourt et celui de Blida, capitale de la Mitidja. La nouvelle n'avait pas encore été confirmée, à quelques minutes de son discours, mais il est certain que l'issue se trouve désormais dans des contacts directs entre le pouvoir et les autorités religieuses. Si il y a une issue. Massée autour des postes de Radio et de télévision, toute la population d'Algérie attendait fiévreusement de savoir si, oui ou non, le pays allait basculer dans la guerre civile.

Des villes dans la peur

Source: Pierre Branche, *L'Événement*, 11 octobre 1988.

Pour un peu, on jugerait que le couvre-feu est intégral tant les rues du centre semblent désertes. A trois heures de l'après-midi, d'ordinaire, le centre de Mostaganem grouille de promeneurs, de chalands. Et la circulation n'a rien à envier à celle d'Alger qui est un inextricable et permanent cafouillis.

Dans cette ville moyenne de l'Oranie, forte de 250 000 habitants, les véhicules, aujourd'hui, sont plutôt du genre blindé et kaki. Comme ces camions aux plates-formes chargées de soldats qui roulent lentement le long des grandes artères. Comme ce char lourd, tapi sous un tamari, à l'angle de la wilaya (la préfecture) en haut de l'avenue Bendehiba Benaïed, que les citadins, même les enfants nés après l'indépendance, continuent imperturbablement d'appeler l'avenue du 1^{er} de Ligne.

Les sentinelles casquées, campées sur leurs rangers, pointant droit devant elles leur kalachnikov ou leur fusil automatique, scrutent ceux qui pénètrent dans les bâtiments officiels. D'autres escouades montent la garde devant la poste, les délégations locales des ministères. On n'a pas oublié, bien sûr, le commissariat et la gendarmerie. En bas derrière le port, où des renforts de

+

+

+

+

police contrôlent les accès, des parachutistes bouclent le dépôt central de carburants.

Des émeutiers sélectifs

C'est que les émeutiers de l'autre nuit s'en sont pris aussi à deux stations-service, arrachant les pompes comme on déracine un arbre. Et, hier matin encore, les postes épargnés étaient à sec. Dans l'après-midi, heureusement, les camions citernes ont recommencé à livrer et les automobilistes se sont rués pour faire le plein.

Des émeutiers pourtant très sélectifs, qui n'ont pas touché à un seul magasin privé, pas un seul café, mais qui ont déchargé leur violence sur les enseignes de l'Etat. Détruit et pillé, l'Office nationale alimentaire ONACO. Privé de leurs vitrines, l'agence d'Air Algérie, l'Office nationale du tourisme ainsi qu'une permanence locale du FLN, le parti unique et officiel. Mis à sac les deux magasins publics d'alimentation à prix pilotes. 'Mais comme les rayons sont pratiquement vides, ça n'a été ni long ni difficile', remarque, narquois, un vieux Mostaganemois.

Il ajoute:

Quelle folie d'imaginer que cela pourrait durer comme ça, sans qu'il y est une explosion de colère de la part des jeunes et de tous ces chômeurs qui traînent à longueur de journée dans les rues. Qui retournent leurs fonds de poche pour dénicher le petit dinar qui leur permettra de s'installer à la table du café où ils vont palabrer durant des heures pour dénoncer tous les affairistes, le marché noir, la pénurie et l'insolence de tous ces princes et parvenus du régime qui se pavanent dans de belles villas, roulent dans de belles voitures, se coulent une vie douce de l'autre côté de la Méditerranée. Ne vous y trompez pas, ce ras-le-bol c'est contre le gouvernement qu'il est dirigé. Et il faudra qu'il soit rudement habile, ce soir, à la télévision, le président Chadli, pour désamorcer cette révolte qu'il n'arrive pas ou qu'il n'ose pas réduire par la force.

D'ailleurs on dirait que les autorités, dans l'incapacité de faire front partout, face à la multiplication des foyers d'insurrection, ont choisi de contrôler les grandes agglomérations en faisant une relative impasse sur les petites bourgades. Cela était assez sensible en parcourant, lundi, la route qui va d'Alger à Mostaganem. Tout de suite après avoir quitté la capitale, qui regorge de troupes prêtes à tirer, il était assez déconcertant de ne plus croiser un seul uniforme, un seul fusil. Pourtant, cela a chauffé dure, à Khemis Miliana, à l'entrée de la plaine de Chélif où les entrepôts, le magasin public, bien sûr, et même des voitures de pompier, ne sont plus que des carcasses noircies. De même qu'à Aïn Defla, l'ex-Duperré.

'Ils ont été drôlement culottés', raconte un adolescent de Chlef qu'on imagine aisément parmi ces émeutiers tant il en parle avec fierté. 'Oui, ils ont descendu de son mât un drapeau algérien et, à la place, ils ont hissé un sac de

+

+

+

+

1154

Historical Perspective

semoule! Quel symbole explicite des causes de la révolte. Parce que, ce nourrir, ici, c'est supporter tout à la fois la pénurie et la cherté.

Des chiffres effrayants

Chlef, c'est cette ville qui s'appelait jadis Orléansville, meurtrie par le premier tremblement de terre, en septembre 1954. Rebaptisée El Asnam, elle fut détruite à 80 % par un second séisme le 10 octobre 1980 qui causa la mort de 25 000 personnes et fit 300 000 sinistrés.

Pour conjurer cette malédiction, on change encore son état-civil. Mais, huit ans jour pour jour après ce cataclysme, en parcourant lentement les artères de cette cité martyre, on ne sait plus très bien, de toutes ses blessures, celles qui sont anciennes ou celles qui sont fraîches. Pourtant c'est bien là, l'autre nuit, qu'on a brûlé le palais de justice, la mairie, la banque d'Etat et que l'on a à moitié ravagé la wilaya... Cependant, Chlef est, du moins semble-t-il, ignorée par les forces de l'ordre et confiée à la seule garde de sa police et de ses habitants

Combien y a-t-il eu de victimes? Les autorités se confinent dans le mutisme. Mais, de bouche à oreille, on chuchote des chiffres effrayants. Par exemple, trente morts rien qu'à Chlef, et du côté des manifestations. A Mostaganem, on parle avec insistance de deux cent cinquante victimes. Si tout cela se vérifie un jour, on parviendra à des totaux sans commune mesure avec le bilan provisoire et officieux de cent soixante-dix tués qu'Alger ne dément pas.

A quelques heures du discours du président Chadli, Mostaganem, frileuse, se recroqueville dans sa peur. La plupart des magasins ont gardé leur rideau baissé. Même les intégristes n'arrivent pas à faire sortir les gens de chez eux. Ils avaient lancé un appel : 'Rendez-vous pour une manifestation pacifique à la sortie de la prière de 13 h 30.' Mais sur l'ancienne place de la République, rebaptisée place du *1^{er} novembre 1954*, les fidèles n'étaient qu'une poignée à répondre à l'appel du muezzin, psalmodiant du haut du minaret.

La torture systématique lors des émeutes d'octobre

Source: Frédéric Fritscher, *Le Monde*, 18 Novembre 1988.

Report from Algiers.

La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), présidée par Me Miloud Brahimi, a rendu publics, mercredi 16 novembre 1988, au cours d'une conférence de presse à laquelle assistait l'avocat français Me Jacques Vergès,

+

+

+

+

les rapports de ses commissions d'enquêtes sur 'les atteintes aux droits de l'homme' et 'les dérives et carences de l'information', liées aux émeutes meurtrières du mois d'octobre dernier. La Ligue, à partir de deux cent vingt-huit témoignages recueillis, a brossé un tableau accablant. Sans publier aucun bilan chiffré, elle estime cependant 'en dessous de la réalité' le chiffre officiel de 161 morts donné par le ministère de l'intérieur.

Selon le président du comité Ouest de la ligue, un avocat oranais, Me Mahi Gouadni, les arrestations ont été opérées dans 'l'illégalité la plus flagrante' et 'l'arbitraire le plus absolu', souvent en dehors des heures légales, par des personnes qui ne déclinaient jamais leur identité ni leur qualité mais qui étaient parfois accompagnées de 'civils', notamment de commerçants, victimes de pillages, qui ont été reconnus. Plusieurs personnes ont été appréhendées, à titre préventif, en raison de leurs opinions, avant même le début des émeutes.

Les arrestations comme les perquisitions, au cours desquelles des passeports et des travaux d'universitaires ont été saisis, ont été faites sans mandat de justice. Les proches des personnes arrêtées ont été malmenés chaque fois qu'ils tentaient de s'interposer ou de demander des explications. La LADH souligne que des responsables de la sécurité n'ont pas hésité à profiter des événements pour régler leurs comptes, 'cette attitude grave et irresponsable s'est manifestée jusqu'aux derniers jours d'octobre, à Tiaret (ouest) où onze morts sont à déplorer.' Me Gouadni a précisé que le responsable de la sécurité à Tiaret avait été relevé récemment de ses fonctions, ce qu'il interprète comme une 'volonté de sanctionner.'

Les personnes arrêtées ont été 'rassemblées dans des stades et à Oran dans les arènes où elles ont été triées', avant d'être dirigées sur des lieux de détention 'inappropriés', comme des casernes et des camps militaires, ou dans des endroits 'non identifiés, dont tout le monde parle et qui relèvent de certains services', a indiqué Me Gouadni. 'Dans de telles conditions,' souligne le rapport, 'des blessés n'ont pas reçu les soins nécessaires à leur état', notamment à Hadjout (ouest) où 'cinq blessés par balles n'ont été hospitalisés que douze jours plus tard.' 'Il n'y a pas de mots suffisants pour dénoncer ce qui été fait,' a déclaré Me Gouadni à propos de la torture qui a été pratiquée de façon systématique par les différents services d'ordre aussi bien civils que militaires. 'La lecture de certains témoignages est insoutenable,' a révélé l'avocat oranais, qui a confirmé qu'en divers endroits des séances de torture s'étaient déroulées en présence des autorités civiles, et notamment du chef de daira (sous préfet) de Boufarik (entre Alger et Blida).

Dans une longue et édifiante énumération, la Ligue retient des témoignages l'utilisation des méthodes de torture suivantes :

Châtiments corporels ; matraquages par instruments contondants ; coups et blessures par armes blanches ; personnes contraintes à se dévêtir et de ramper nues sur un

+

+

+

+

1156

Historical Perspective

sol jonché de graviers et de tessons de bouteilles (au camp militaire de Sidi-Ferruch, près d'Alger) ; supplices de la baignoire et de la 'gégéne', avec application des électrodes sur toutes les parties du corps ; violences sexuelles ; sodomisation par instruments tels que bouteilles ou manches de pioche (gendarmerie de Boufarik) ; brûlures de cigarettes (Boufarik) ; administration forcée de liquides et de produits nocifs divers, d'urines et d'eaux usées.

Me Gouadni a également confirmé que des médecins et du personnel paramédical avaient assisté les tortionnaires, à différents endroits.

'Il y a eu des morts violentes, dans la rue, sur les balcons, dans les maisons,' a ajouté Me Gouadni, précisant que, selon certains témoignages, on a tiré 'avec la volonté délibérée de tuer, à El Harrach, Belfort, Bouzaréah, Chéraga (près d'Alger), Blida et Sidi-Lakhdar, Ain-Defla.' La Ligue note que 'les constatations de différents médecins font ressortir l'utilisation de balles explosives.'

La LADH signale également une douzaine de disparitions à Alger. Il s'agit 'de personnes enlevées au moment des émeutes qui n'ont toujours pas reparu,' a indiqué Me Gouadni qui a dit avoir poussé les recherches jusque dans les services d'état civil des mairies, sans résultat. Selon lui, l'institution judiciaire n'a pas 'échappé au vide institutionnel.' Elle s'est caractérisée 'par un état de non-droit pendant au moins quarante-huit heures,' peut-on lire dans le rapport de la Ligue qui cite les tribunaux de Ain Defla et de Rouiba où des 'jugements quasi clandestins' ont été rendus 'de nuit, dans le cadre d'un huit clos de fait.' La ligue remarque que 'vingt-sept personnes déférées devant le tribunal militaire de Blida demeurent toujours incarcérées,' en dépit des strictes instructions présidentielles demandant l'élargissement des personnes arrêtées au moment des émeutes.

En conclusion de son rapport, la Ligue réclame 'la création d'une commission nationale d'enquête.' Elle exige 'la publication de la liste nominative exacte et complète des personnes blessées, tuées et disparues.' Elle demande que les responsables soient poursuivis, et souhaite la création d'une 'inspection générale des services' qui permette le contrôle de la police et de la sécurité militaire. Elle annonce aussi qu'elle se constituera 'partie civile dans toutes les procédures susceptibles d'être engagées.'

Dans son autre rapport d'enquête, la Ligue constate que 'la désinformation qui fut de règle dans la presse algérienne', durant les événements d'octobre, a pour causes 'les entraves que rencontrent les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions depuis 1962 : humiliations, répressions professionnelle et policière, listes noires, fichage, interdits d'écrire, mutations arbitraires, falsifications, délation juridiquement organisée, dénaturation d'intention d'écrits et censure systématique.'

+

+

+

+



Octobre 1988. Cimetière El-Alia, Alger.

Une soixantaine de tombes où viennent d'être inhumées des victimes du massacre de l'armée.

About Sixty victims of the army massacres have just been buried.

+

+

+

+

1158

Historical Perspective

+

+